

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 09/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETS STEINER**

9 route de Rouen  
BP 1161  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO-ERA-316  
Code AIOT : 0005800821

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur les installations électriques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel

- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de ST Marcel.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite terrain, de la présence d'un trou dans le mur attenant au réacteur 713 (mur à proximité immédiate de l'atelier 800), à l'emplacement du passage de tuyauteries.

Si ce mur est coupe-feu, l'exploitant doit dans les plus brefs délais, faire procéder au calfeutrement afin d'assurer le degré coupe-feu retenu dans les études de danger.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Groupe électrogène de secours	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Zonage des dangers internes	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.1.2	/	Demande d'action corrective, Demande de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
				justificatif à l'exploitant	
6	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
7	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise le contrôle périodique de ses installations électriques et met en avant une diminution des anomalies électriques. Néanmoins, il doit être vigilant aux limites d'intervention présentées sur les rapports de vérification, qui entravent la complétude du contrôle. Il doit également s'approprier davantage les observations afin de mettre en place un suivi pour chacune d'elles.

Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant:

- Sous 3 mois, justifier de l'achat et de la fonctionnalité de la solution de secours choisie en remplacement du groupe électrogène de la Station d'Epuraton du site.
- Lever les limites d'intervention des rapports de contrôle, sous 3 mois. Un contrôle complémentaire doit être présenté à l'inspection pour justifier de la levée de ces limites et de la complétude du contrôle.
- Présenter un plan d'actions visant à lever les observations des rapports de contrôle (le cas échéant: du Q18, du rapport complet de vérification, du Q19) : pour cela il proposera à l'inspection, sous 3 mois, un plan d'action hiérarchisant les observations (en lien, si besoin, avec l'APAVE) et une échéance de résolution. Un suivi de la levée des observations sera réalisée.
- Mettre à jour son dossier ATEX sous 3 mois, en enlevant notamment les zones supprimées et en

étudiant le risque explosion au niveau des zones de charge. De plus, ces zones doivent être reprises dans un plan, elles doivent être matérialisées et les consignes affichées.

- Transmettre au prestataire de contrôle le DRPCE à jour comprenant la liste du matériel électrique présent dans ces zones. Sous 3 mois, l'exploitant fera vérifier par le prestataire de contrôle l'adéquation du matériel avec les zones ATEX du site. Le rapport sera transmis à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Groupe électrogène de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'alimentation des groupes de pompage doit être assurée par deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas de perte d'alimentation électrique.
<b>Constats :</b>  Le groupe électrogène de secours de la STEP est uniquement utilisé pour permettre un relevage des eaux en cas de coupure électrique.  Par courrier du 22 décembre 2023, l'exploitant a confirmé l'absence d'emballlement thermique sur le site en cas de coupure d'électricité. Par ailleurs, il y indiquait avoir pris contact avec un prestataire pour la remise à niveau du groupe électrogène de secours.  L'exploitant confirme que le groupe électrogène n'est pas fonctionnel à date du 27 septembre 2024. Il présente un courriel du responsable maintenance daté du 24/9/2024: suite à plusieurs interventions en 2024 (9 février, 12 mars, 11 juin), il indique que le prestataire évoqué en décembre 2023 est en liquidation judiciaire et ne peut plus intervenir.  Suite à cela, compte tenu de la puissance de la pompe de relevage de la STEP, l'exploitant a acté le remplacement du groupe électrogène par une motopompe thermique afin d'assurer le relevage des eaux en cas de panne électrique auprès d'un autre prestataire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection constate que l'exploitant a engagé des actions pour répondre à ses demandes.
L'exploitant justifiera, <b>sous 3 mois</b> , de l'achat et de la fonctionnalité de la solution de secours choisie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Périodicité du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise le contrôle de ses installations.  Il a transmis avant l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport APAVE de vérification des installations électriques et le certificat Q18 du 05/09/2024 en lien avec le contrôle réalisé du 28/08 au 30/08/2024. <b>Le certificat Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie.</b> Néanmoins, l'APAVE indique que la vérification a consisté en une vérification partielle. <b>Aucune non conformité n'est portée au certificat Q18 ;</b></li> <li>le compte rendu Q19 APAVE du 14/11/2023 qui indique "Au vue des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage, et compte tenu de leur condition d'utilisation et de sollicitation au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent."</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

#### Constats :

Le Q18 indique une vérification partielle, notamment du fait des points suivants :

*"A la demande de : Mr [...] (technicien de maintenance), les installations BRB (hors tension) n'ont pas fait l'objet de notre vérification. Dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, nous n'avons pu en l'absence d'autorisation, procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection.*

*Zones concernées: Ateliers 700 et 800*

*1/Les limites d'intervention (accès et/ou mise hors tension et/ou documents non fournis) conduisent à maintenir les non-conformités millésimées antérieurement à la date de visite.*

*2/Les matériels n'appartenant pas à l'Etablissement, n'ont pas été inspectés.*

*3/Notre vérification porte sur l'état apparent des appareillages. Ceux inaccessibles et non visibles (en faux plafond, en hauteur sous, carter) n'ont pas été inspectés.*

*4/Bien que prévu au contrat, toutes les pièces du dossier technique ne nous ont pas été communiquées, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission."*

Il est ajouté en limite d'intervention, dans le rapport de vérification, que *"la continuité à la terre des récepteurs notés inaccessibles au paragraphe Examen des circuits terminaux n'a pu être vérifiée. Faire réaliser les compléments nécessaires."*

L'inspection note que ces limites étaient déjà précisées dans le rapport de contrôle 2023.

L'exploitant indique ne pas comprendre les remarques de l'APAVE sur les points suivants :

-il indique que le prestataire était accompagné par une personne interne au site, afin qu'il puisse répondre à leurs demandes et non leur interdire des accès ;

-il indique qu'aucun matériel extérieur à l'établissement n'est présent sur le site ;

-il indique que par ailleurs les installations BRB non vérifiées sont situées sur un terrain annexe non alimenté.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etant donné les déclarations de l'exploitant, l'inspection lui demande de prendre contact avec le prestataire afin de lever les limites qui ne devraient pas appeler d'observations.

Dans tous les cas, l'inspection précise que le contrôle doit être complet et demande à l'exploitant de lever les limites d'intervention, **sous 3 mois**. Un contrôle complémentaire doit être présenté à l'inspection pour justifier de la levée de ces limites et de la complétude du contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b>  Le Q18 du contrôle 2024 ne mentionne aucune non-conformité dans le périmètre des limites d'intervention. L'exploitant a levé les non-conformités présentes sur le Q18 de 2023.  Le rapport de contrôle des installations électriques 2024 fait état de 55 observations récurrentes restantes. L'inspection note que le rapport 2023 en comptait 70. L'exploitant a présenté un document montrant la baisse des anomalies électriques depuis 2020.  L'exploitant indique, au jour de l'inspection, ne pas avoir encore initié le suivi des observations soulevées par le rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de présenter un plan d'actions hiérarchisé et avec échéancier visant à lever les observations restantes des rapports de contrôle (le cas échéant : du Q18, du rapport complet de vérification, du Q19), <b>sous 3 mois</b> . Un suivi de la levée des observations sera réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Zonage des dangers internes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant subvenir soit de façon permanente ou semi-permanente.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>



L'exploitant a transmis avant l'inspection son étude ATEX datée de 2007.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la validité du document, au vu des évolutions du site depuis 2007. L'exploitant a confirmé que les zones broyeurs/ mélangeurs/ sécheur flash/ tunnel de séchage ne sont plus des zones ATEX car non opérationnelles et que les zones ATEX restantes sont :

- les cuves de mélange de l'atelier 800: intérieur des cuves et rayon de 1m autour ;
- les réacteurs autoclaves de l'atelier 700: intérieur des réacteurs et rayon de 1m autour ;
- le local charbon actif situé à la STEP: intérieur du local.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les zones de charge des chariots ne sont pas considérées comme ATEX.

L'inspection s'est rendue dans les zones 700, 800, au stockage de charbon actif (STEP), ainsi que sur un poste de chargement de batterie (ancienne prépa). Elle a constaté de :

- la présence d'un panneau ATEX sur l'extérieur du bâtiment 800 ;
- l'absence de signalisation pour le local du charbon actif ;
- l'absence de signalisation à proximité des zones ;
- l'absence d'affichage de consignes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'à la fin du processus de charge, une atmosphère explosive est susceptible de se créer temporairement dans l'environnement immédiat au dessus des batteries au plomb car de l'hydrogène se forme et est libéré. Des dispositions techniques (exemple: aération) peuvent réduire la zone ATEX, mais elle reste potentiellement existante.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son dossier ATEX **sous 3 mois**, en enlevant notamment les zones supprimées et en étudiant le risque explosion au niveau des zones de charge. De plus, ces zones doivent être reprises sur un plan et être matérialisées et les consignes affichées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

#### **Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes

de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection son étude ATEX datée de 2007. L'inspection a observé que du matériel n'était pas en adéquation avec les zones.</p> <p>L'exploitant a fourni après la visite d'inspection le tableau à jour de recensement du matériel présent en zone atex, à savoir dans les ateliers 800 (cuves de mélange) et 700 (réacteurs autoclave), la zone de stockage du charbon actif située à la Station d'Epuration de l'usine ne comprend pas de matériel.</p> <p>L'exploitant a initié le travail de vérification de l'adéquation du matériel. D'après le document à jour, du matériel reste à évaluer et si besoin, à remplacer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra au prestataire de contrôle le DRPCE à jour comprenant la liste du matériel électrique présent dans ces zones.</p> <p><b>Sous 3 mois</b>, l'exploitant fera vérifier par le prestataire de contrôle l'adéquation du matériel qui reste à évaluer avec les zones ATEX du site. Le rapport sera transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Etat général visuel des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Contrôle réalisé par sondage.</p> <p>L'inspection s'est rendue au TGBT1 et TGBT3 : il n'a pas été constaté de fils dénudés, presse-étoupe détérioré, boîtiers ou armoires ouverts (les armoires étaient vissées).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite